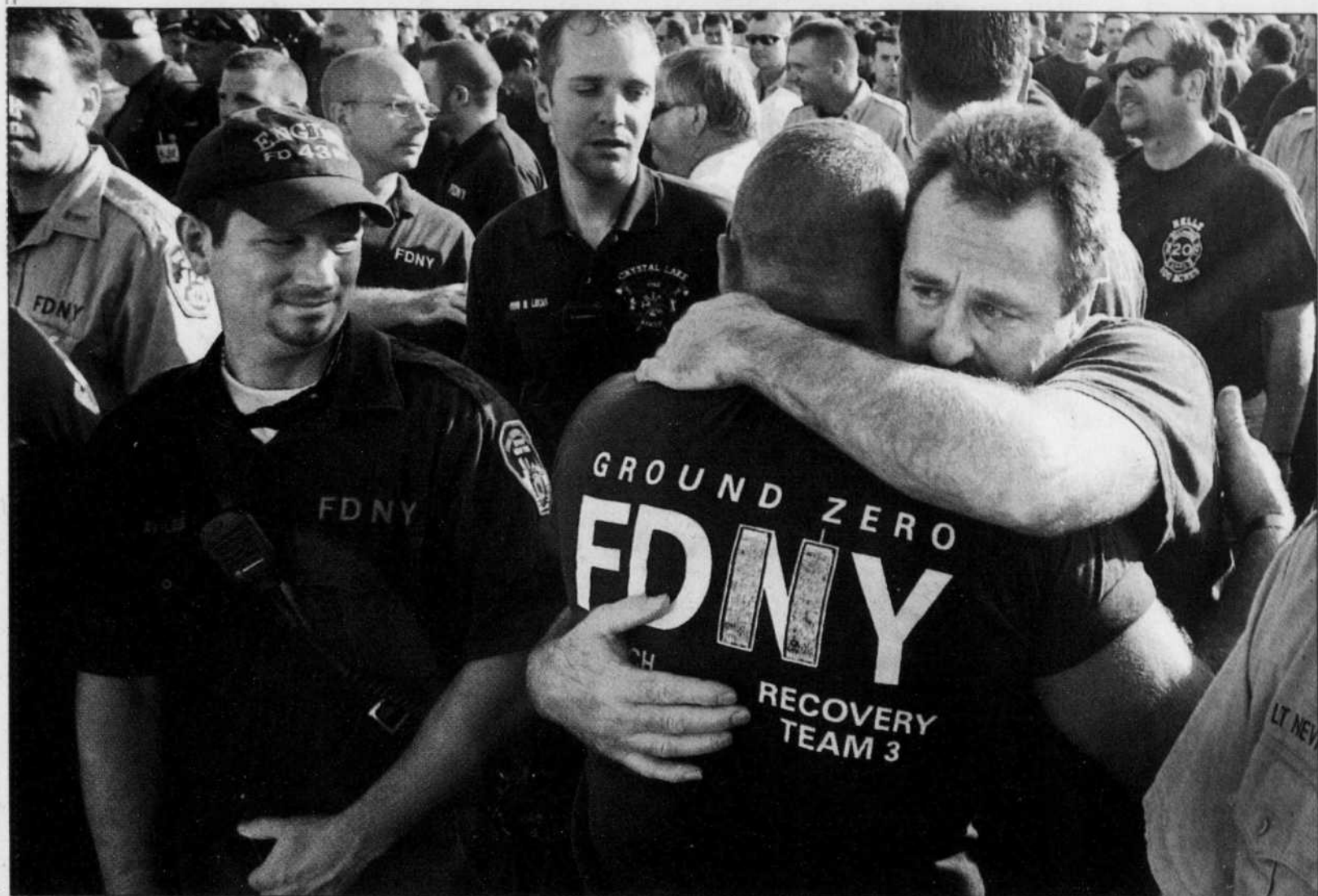




LE DEVOIR

ÉTATS - UNIS

Le 11 septembre fait un peu oublier Katrina



Kevin Bourke, un pompier de New York venu participer aux secours en Louisiane, embrasse un camarade au cours d'une messe célébrée hier à La Nouvelle-Orléans à la mémoire des victimes des attentats du 11 septembre 2001. Quatre ans après les attaques terroristes, les Américains ont détourné un peu les yeux de la catastrophe Katrina afin de se souvenir.

Les Américains ont brièvement chassé de leur esprit les dégâts causés par l'ouragan Katrina pour se recueillir, hier, en mémoire des milliers de personnes tuées lors des attentats du 11 septembre 2001.

Sur la pelouse sud de la Maison-Blanche, un marin a joué la sonnerie aux morts à 8h46, heure à laquelle le premier avion détourné par le commando terroriste percutait la tour nord du World Trade Center, à New York.

George Bush, son épouse Laura et les principaux responsables de son administration ont observé quelques minutes de silence jusqu'à ce que le chant du clairon s'éteigne, approximativement au moment où, quatre ans plus tôt, un deuxième avion frappait l'autre tour du WTC.

«J'aimerais que l'on puisse dire [...] que le temps du souvenir pacifique est venu, j'aimerais que nous nous rassemblerions aujourd'hui pour commémorer un danger qui appartient au passé, mais nous ne pouvons pas», a déclaré le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. «L'ennemi, bien qu'il soit sérieusement affaibli et que nous le soumettions à une pression constante, continue à préparer des attaques. Le danger qu'il pose au monde libre est réel et bien présent», a-t-il poursuivi.

À l'extérieur du Pentagone, où un troisième avion détourné a fait 184 morts, plusieurs milliers de manifestants se sont dirigés en milieu de matinée vers la principale avenue de Washington pour une «Marche de la liberté».

Les familles des milliers de personnes tuées dans l'effondrement des deux tours, à New York, se sont

rassemblées sur le site du «Ground Zero» pour lire la liste des victimes, devant une foule silencieuse.

VOIR PAGE A 8: 11 SEPTEMBRE

■ Autres textes en pages A 4 et B 2

Un ouragan nettement moins meurtrier que prévu

La Nouvelle-Orléans — Quinze jours après le passage du cyclone Katrina, les responsables des secours ont estimé hier que le bilan des morts pourrait être nettement inférieur aux premières estimations, pendant que le président américain George W. Bush entamait une troisième visite dans la région pour exprimer la solidarité de la nation aux populations sinistrées et aussi tenter de redresser une image ternie par la gestion de cette catastrophe.

Ce déplacement survient le jour du quatrième

anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, objet de multiples commémorations aux États-Unis. Mais bonne nouvelle: dans le sud du pays, les autorités ont retrouvé «beaucoup moins de morts que certains ne le craignaient», a déclaré le vice-amiral de la Garde côtière Thad Allen, nouveau

VOIR PAGE A 8: OURAGAN

■ Autres textes en page A 5

L'Ontario rejette la charia

Aucun tribunal religieux ne sera toléré, annonce McGuinty

KEITH LESLIE

Toronto — L'Ontario ne deviendra pas la première juridiction occidentale à autoriser le recours à un ensemble de règles religieuses appelées charia pour résoudre des conflits familiaux chez les musulmans et interdira tout arbitrage religieux dans la province, a déclaré son premier ministre, Dalton McGuinty, à la Presse canadienne.

En entrevue téléphonique, hier, M. McGuinty a annoncé que son gouvernement agirait rapidement pour interdire les tribunaux religieux existants utilisés depuis des années, notamment par des chrétiens et des juifs, en vertu de la Loi sur l'arbitrage. «J'en suis venu à la conclusion que le débat avait assez duré, a-t-il dit. Il n'y aura pas de loi de la charia en Ontario. Il n'y aura pas d'arbitrage religieux en Ontario. Il y aura une loi pour tous les Ontariens.»

M. McGuinty a ajouté que l'arbitrage religieux menaçait «notre terrain commun» et a promis que son gouvernement libéral déposerait un projet de loi «aussitôt que possible» pour l'interdire en Ontario.

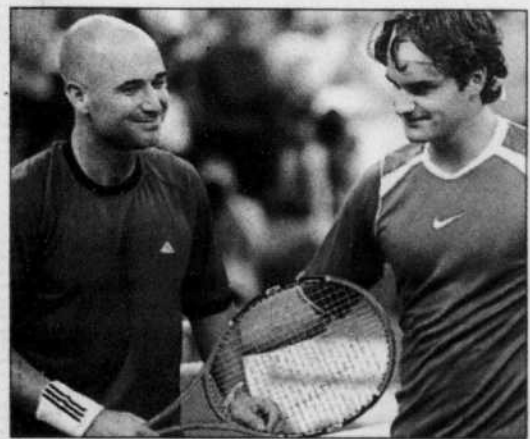
«Les Ontariens auront toujours le droit de solliciter l'avis de toute personne en matière de droit familial, y compris un avis religieux. Mais l'arbitrage religieux ne tranchera plus de questions de droit familial.»

En décembre dernier, Marion Boyd, une ex-procureure générale de l'Ontario, néo-démocrate de l'Ontario,

VOIR PAGE A 8: CHARIA

Un Sudoku par jour !

À la demande générale, *Le Devoir* reprend la publication quotidienne du Sudoku interrompue en semaine depuis la fin des vacances. Après avoir été le premier quotidien québécois à publier ce jeu comme divertissement estival pour ses lecteurs friands de casse-tête mentaux, nous vous offrons à partir d'aujourd'hui un nouveau jeu chaque jour présentant un niveau de difficulté variable. Vous trouverez votre Sudoku nouveau à l'intérieur du journal en consultant l'index du *Devoir*, ci-dessous. Un Sudoku par jour et la patience pour toujours... Bon courage!



JEFF ZELEVANSKY REUTERS
Andre Agassi et le vainqueur du US Open, le Suisse Roger Federer.

US OPEN

Agassi n'aura pas eu raison de Federer

■ À lire en page B 9

INDEX

Annonces..... B 2	Idées..... A 7
Avis publics.. B 9	Météo..... B 9
Convergence B 11	Monde..... B 1
Culture..... B 12	Mots croisés.. B 9
Décès..... B 2	Religions..... B 10
Économie..... B 4	Sudoku..... B 2
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 10

Un mardi, à la piscine, à Brooklyn

La Québécoise Noémie Lafrance crée une œuvre monumentale avec trente danseurs dans une piscine désaffectée de New York

STÉPHANE BAILLARGEON

Les nuls ne sont jamais prophètes, même dans leur pays. Normal. Mais les bons et les excellents, les beaux et les doués, c'est étonnant, voire impossible, de ne pas en entendre parler, non?

Pourtant, rien n'a jamais été publié ici sur la Québécoise Noémie Lafrance. Une longue plongée sur une décennie de production médiatique nationale ne fait ressortir qu'un maigre entrefilet paru dans *Le Devoir* l'an dernier, alors qu'elle s'appretait à participer à la Biennale du Whitney. Par contraste, il y a dix jours, la chorégraphe avait droit à une pleine page dans le cahier des arts du prestigieux *New York Times*. Le dossier de presse de sa compagnie baptisée Sens (sensproduction.org) a la taille d'un gros livre. La plupart du temps, les préposés au sens américains ne se gênent pas pour agiter la cassolette.

Ils ressortent encore la pommade en prévision de la création d'*Agora*, une nouvelle pièce qui sera présentée une dizaine de fois à compter de demain soir. La production démesurée pour un millier de spectateurs à la fois implique une trentaine de danseurs à l'œuvre dans la piscine du McCarren Park, dans le quartier de Williamsburg, à Brooklyn. Mme Lafrance est aux commandes chorégraphiques. Le budget de l'entreprise aussi éphémère que monumentale frise le demi-million de dollars américains.

Pas mal pour une artiste arrivée à New York sans le sou à 21 ans, en 1994. «J'ai été formée aux ateliers



SENS PRODUCTION
La chorégraphe Noémie Lafrance dirigeant une répétition du grand spectacle *Agora*, à New York.

VOIR PAGE A 8: LAFRANCE

ACTUALITÉS

CHARIA

SUITE DE LA PAGE 1

a déclenché un véritable tollé lorsqu'elle a recommandé de modifier la loi provinciale sur l'arbitrage pour autoriser et encadrer l'arbitrage religieux en vertu de la charia, de la même façon que la province permet l'arbitrage aux chrétiens et aux juifs.

Homa Arjomand, la militante féministe qui a organisé une série de manifestations au Canada ainsi qu'en Europe, jeudi dernier, pour convaincre M. McGuinty de renoncer à cette idée, exultait lorsqu'elle a appris la nouvelle, hier. Notre voix a été entendue, s'est-elle réjouie, remerciant le gouvernement pour sa décision. «C'est la meilleure nouvelle que j'aie entendue depuis les cinq dernières années.»

Cependant, même s'ils avaient réclamé la fin de tous les arbitrages religieux, les néo-démocrates ontariens ne sont pas satisfaits de la façon dont M. McGuinty s'est occupé de ce débat. «En ne faisant rien et en se cachant la tête dans le sable, M. McGuinty a laissé en fait le débat dégénérer», a déploré le critique du parti pour les questions de justice, Peter Kormos. Le leader de l'opposition, John Tory, s'est dit d'ac-

cord avec la position néo-démocrate, affirmant que le gouvernement avait échoué au test du leadership en laissant un tel enjeu, complexe, se transformer en un vilain débat, et en y mettant mystérieusement fin par un beau dimanche après-midi.

À l'heure actuelle, la Loi sur l'arbitrage permet la résolution de litiges civils et matrimoniaux — divorce, garde d'enfants, héritage — par un arbitre indépendant, si les deux parties l'acceptent. Catholiques, mennonites, juifs, autochtones et membres des Témoins de Jéhovah ont eu recours à cette loi pour régler des conflits familiaux sans aller devant les tribunaux.

Mais les opposants à l'arbitrage en fonction de la loi islamique, qui incluent des groupes de femmes musulmanes, font valoir que cette réforme conférerait à la légitimité à la charia, qui, selon eux, est profondément inéquitable envers les femmes.

Le premier ministre McGuinty a dit que le débat autour de la charia avait permis à son gouvernement de «prendre un peu de recul», pour constater que la décision initiale d'autoriser l'arbitrage reli-

gieux en Ontario n'était pas conforme avec le vœu de ses concitoyens de bâtir sur la base de valeurs communes — avec une loi pour tous les Ontariens. Il a indiqué que sa femme n'avait pas abordé la question de la charia avec lui, mais il a souligné que les 17 femmes membres du caucus libéral l'avaient pressé d'écarter l'idée.

Quelques heures à peine avant l'annonce de M. McGuinty, un groupe incluant les écrivaines canadiennes-anglaises Margaret Atwood et June Callwood, la femme de l'ex-premier ministre Joe Clark, Maureen McTeer, l'ancienne ministre conservatrice Flora MacDonald ainsi que la militante Maude Barlow et d'autres avaient aussi dénoncé le projet de tribunaux de la charia, dans une lettre adressée au premier ministre au nom de la coalition contre l'arbitrage religieux en Ontario.

Jeudi, des manifestations se sont déroulées au Canada et dans plusieurs pays européens pour enjoindre au premier ministre ontarien de laisser tomber le projet de tribunal islamique.

Des manifestants en colère à l'extérieur de

Queen's Park avaient comparé le premier ministre ontarien aux anciens leaders talibans en Afghanistan, pour avoir seulement envisagé l'idée de la charia. Des orateurs avaient qualifié M. McGuinty de naïf pour avoir assuré que les droits des femmes ne seraient pas menacés si l'Ontario autorisait des tribunaux de la charia.

À Montréal, une centaine de personnes ont protesté sous la pluie contre le recours à la charia en Ontario.

Un représentant de la communauté juive de l'Ontario a exprimé sa déception, hier soir. «Nous sommes en état de choc», a déclaré Joël Richler, de la section ontarienne du Congrès juif du Canada. «À tout le moins, nous aurions cru que le gouvernement nous aurait consultés» avant de décréter la fin de l'arbitrage religieux.

Il n'était pas possible, hier soir, d'obtenir la réaction du Congrès musulman canadien, qui appuie la réglementation de la charia en vertu de la Loi sur l'arbitrage.

Presse canadienne

LAFRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

de danse moderne à Montréal au début des années 1990, raconte la femme dans la jeune trentaine, jointe par téléphone aux bureaux de sa compagnie. Je suis venu à New York parce que je voulais étudier à la Martha Graham School of Contemporary Dance. J'y ai passé trois ans et, après coup, j'ai décidé de rester.

Elle a vécu ses premières années en squattant un immeuble dans le Lower East Side où elle a appris à maîtriser le marteau, ce qui lui sert encore souvent dans l'immeuble de sept étages qu'elle habite maintenant à Brooklyn. Elle a aussi lancé une compagnie de vêtements pour danseurs. Rien ne l'arrête, et elle jouit maintenant d'une enviable réputation de fonceuse toujours capable d'atteindre son but.

Au fond, l'artiste accomplie continue de squatter les lieux plus ou moins désaffectés de sa métropole d'adoption. Sens existe depuis cinq ans. La compagnie se spécialise dans la production de performances *in situ*. Les six précédents spectacles ont également été chorégraphiés par Mme LaFrance. En 2002, son œuvre *Descent* présentée au Clock Tower Building de Manhattan recevait un prestigieux Bessie Award. Sens a également produit *Noir* dans un parking d'East Village, une œuvre bourrée de références au film de genre des années quarante. Les spectateurs assistaient à la performance de l'intérieur des voitures.

Le zèle de la chorégraphe sans peur lui a évidemment servi pour convaincre l'administration municipale de prêter cette fois le fameux bassin. Construite en 1936, pendant le New Deal, la piscine de 4650 m² pouvait accueillir jusqu'à 6800 baigneurs à la fois. Elle a été fermée en 1984, en pleine crise économique, mais fait depuis l'objet de projet de restauration.

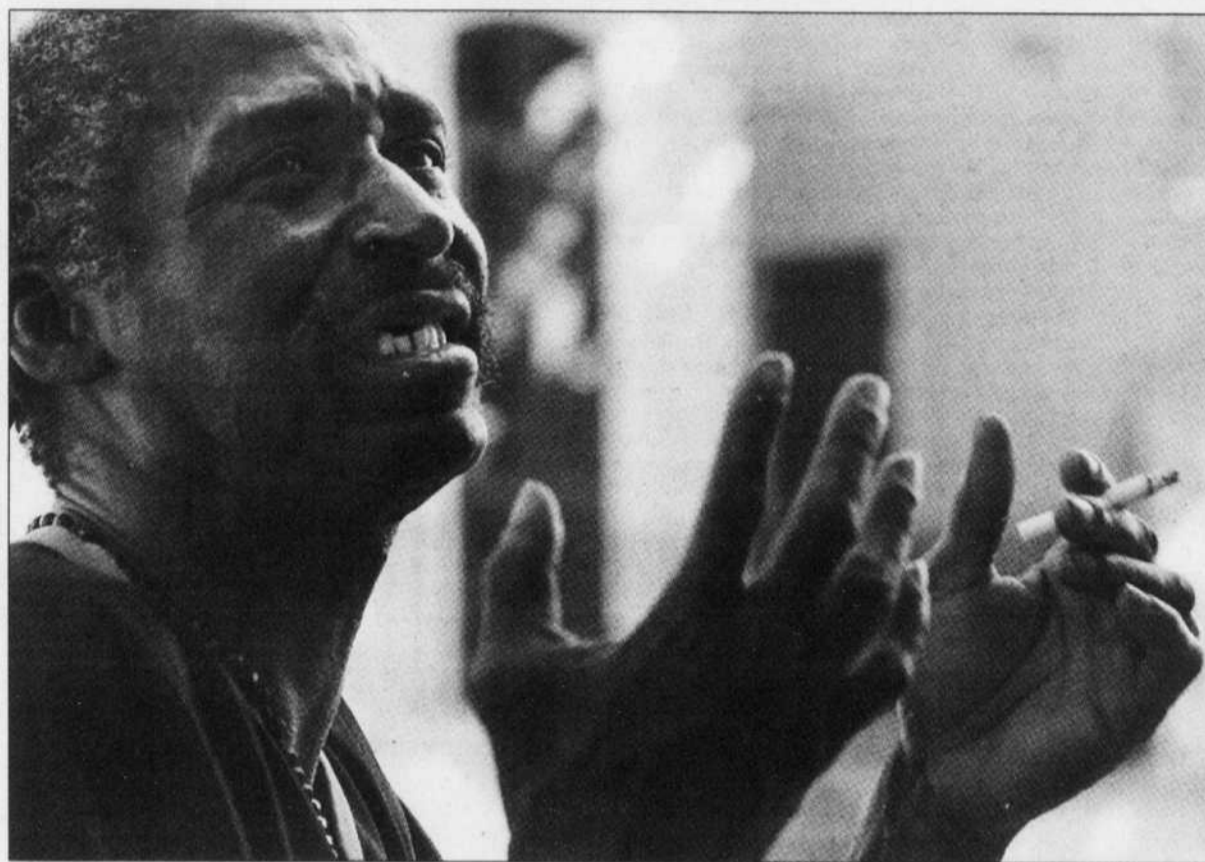
Mme LaFrance habite près du McCarren Park et rêve de s'y produire depuis une dizaine d'années. La réalisation du projet aura pris six mois de travail intensif aussi bien pour réparer certaines brèches que pour préparer l'accueil du public sans compter les heures à négocier mille et un permis. «On a fait des miracles avec un budget minime. Les danseurs ne sont presque pas payés. L'argent est passé dans l'aménagement du site.»

Et que proposera *Agora*? Mme LaFrance parle de danseurs installés avec les spectateurs autour de la piscine vide, les pieds pendants. Elle parle de performeurs au bain de soleil. Elle évoque des robes écarlates et des maillots d'autrefois. Elle prédit une profusion de présentations parallèles, voire déambulatoires.

«Je produis un gros spectacle par année et quelques autres de plus petite forme. Je choisis mes sites moi-même et je me laisse inspirer par ces lieux. La compagnie soutient aussi la production in situ d'autres artistes. L'idée est toujours la même: il s'agit d'investir un lieu et de se laisser inspirer par lui. Il s'agit aussi de créer des œuvres physiques, spatiales et visuelles. Sens s'insère dans des lieux qui ne sont pas conçus pour le spectacle, mais qui permettent de créer des œuvres entre la réalité et la fiction, pour que le spectateur ait l'impression de voir un film et d'être dans ce film.»

Elle rêve maintenant de poursuivre dans la voie de l'utilisation esthétique de la grande piscine, pour y présenter un festival de danse par exemple, en attendant le retour des baignades. Et celle qui réussit très bien là-bas ne refuserait pas de monter un spectacle ici, même si sa méthode de travail lie profondément chaque production à son lieu de création. «En tournée, ce serait difficile, mais je pourrais toujours créer une pièce à Montréal pour un lieu précis...»

Le Devoir



BRIAN SNYDER REUTERS

Réfugié dans la maison d'un ami à La Nouvelle-Orléans, Robert Thomas fumait hier une cigarette, deux semaines après le passage de Katrina. Près d'un million de personnes ont, comme lui, été déplacées à la suite de la tempête, dont on ne mesure pas encore tout à fait les dommages humains et matériels.

OURAGAN

SUITE DE LA PAGE 1

coordinateur des opérations de secours. Il s'est par contre refusé à toute estimation.

Le chiffre de 10 000 morts évoqué la semaine dernière par le maire de la ville «a été donné à un moment de grande émotion. Nous avons encore besoin de plusieurs jours pour finir les recherches. Nous nous attendons à un chiffre beaucoup plus bas», a renchéri le général Russel Honore, responsable militaire.

Le bilan provisoire officiel de la catastrophe provoquée le 29 août par le cyclone Katrina était hier de 381 morts dont 154 pour la Louisiane, 211 au Mississippi, 14 en Floride et 2 en Alabama. Aucune victime étrangère n'a été signalée pour le moment.

À La Nouvelle-Orléans, où les inondations causées par le cyclone ont forcé environ un million de personnes à quitter leur foyer, l'eau a commencé à baisser, mais 60 % de la ville reste submergée. «Il y a de la lumière au bout du tunnel», a déclaré le général Honore, en évoquant ce niveau de l'eau. L'amiral Allen a toutefois relevé qu'il y avait toujours «des maisons, notamment dans [la banlieue] Saint-Bernard, où l'eau arrive jusqu'aux gouttières». Selon l'armée, les eaux devraient être entièrement pompées d'ici au 8 octobre.

En quête de survivants, la police a poursuivi tout au long de la fin de semaine ses inspections maison par maison à La Nouvelle-Orléans, qui comptait 485 000 habitants (1,4 million avec sa banlieue) avant le cyclone. Des habitants continuent de résister aux ordres d'évacuation lancés par les autorités, mais les forces de sécurité ne tentent désormais plus de leur faire quitter les lieux. La recherche des cadavres restait aussi intensive dans cette ville, hier. Des convois militaires continuent ainsi leurs patrouilles et retrouvent des corps terriblement décomposés et gonflés d'eau.

Perte de confiance

Au plus bas dans les sondages, le président américain a prévu de passer deux jours dans les zones sinistrées. Il a quitté Washington dans l'après-midi. Selon une enquête publiée par le magazine *Newsweek*, seulement 38 % des Américains ont une opinion favorable de George W. Bush. Plus d'une personne sur deux (52 %) ne lui fait pas confiance pour prendre les bonnes décisions en cas de crise, qu'elle soit intérieure ou internationale.

Le chef de la Maison-Blanche devait passer la nuit à bord de l'USS *Iwo Jima*, un navire d'assaut amphibie, amarré dans le port inondé de La Nouvelle-Orléans. Ce navire militaire sert de

centre de commandement et de contrôle pour l'aide aux sinistrés et à la reconstruction. Aujourd'hui, le président américain doit se rendre dans la ville de Gulfport, au Mississippi, autre État partiellement ravagé par l'ouragan.

Pour le maire démocrate de La Nouvelle-Orléans, Ray Nagin, le président républicain a été mal informé par ses conseillers. «Je crois que le président n'avait pas compris toute l'ampleur de cette catastrophe sur le terrain. Chaque fois que je lui ai parlé et que je lui ai dit la vérité, il a agi et il a fait avancer les choses», a ajouté le maire.

Un responsable du département de la Sécurité intérieure de Louisiane, le colonel Jeff Smith, a vivement critiqué la lenteur de l'Agence fédérale de gestion des crises (Federal Emergency Management Agency) à s'occuper de l'hébergement à moyen terme des sinistrés. «Cela fait des jours qu'on en parle, on trouve que ce processus n'avance pas assez vite», a-t-il dit.

Selon la société américaine Risk Management Solutions, spécialisée dans la gestion des catastrophes, le coût des dégâts devrait dépasser 125 milliards de dollars. Le Congrès a débloqué jusqu'à présent 62,3 milliards d'aide financière d'urgence.

D'après Associated Press et l'Agence France-Presse

EN BREF

Typhon Khanun: 800 000 évacués

Pékin — Le typhon *Khanun* a forcé l'évacuation de plus de 800 000 personnes après avoir frappé la côte est de la Chine, et interrompu les vols à l'aéroport de Shanghai, mais aucune victime n'est déplorée pour l'instant, a annoncé ce matin le gouvernement. Khanun a frappé hier soir la ville de Taizhou dans la province du Zhejiang, déversant des pluies torrentielles et soufflant des vents de 155 km/h qui devraient atteindre d'autres villes de la région, a rapporté l'agence officielle Chine Nouvelle. Plus de 814 000 personnes ont été évacuées et plus de 35 000 bateaux sont retournés au port. La province du Zhejiang se remet à peine du typhon Talim, qui a frappé une large partie de la Chine centrale et du sud-est au début du mois et a tué au moins 95 personnes. — AP

Entente imminente chez Ford

Toronto — Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile renoncera à négocier de substantielles augmentations de salaire, optant plutôt pour une réduction des mises à pied chez Ford Canada, dans une entente de principe qui pourrait être conclue dès aujourd'hui. Le président du syndicat, Buzz Hargrove, a affirmé hier soir que les TCA s'attendent à d'importants licenciements au cours des trois prochaines années chez Ford, qui doit s'engager dans une importante restructuration de ses activités en Ontario pour augmenter ses bénéfices mais aussi pour contrer ses pertes en matière de parts de marché. Dans l'espoir de réduire l'impact de cette restructuration, les TCA pourraient accepter la proposition déposée par Ford, qui prévoit une bonification «modérée» des salaires et des avantages sociaux, contre la promesse de ne pas procéder à des licenciements massifs pendant sa réorganisation. M. Hargrove n'a pas été en mesure de chiffrer les mises à pied anticipées, mais elles pourraient se compter par centaines selon des analystes.

La proposition de Ford sera étudiée par les négociateurs des TCA ce matin. Si elle est acceptée, elle devra être ratifiée par les syndicats lors d'un vote tenu samedi prochain. Le syndicat entreprendrait par la suite de négocier avec DaimlerChrysler le lundi suivant. Contre une meilleure sécurité d'emploi, l'entente avec Ford prévoirait une augmentation de salaire de moins de 3 pour cent. Encore là, M. Hargrove a refusé d'avancer un pourcentage précis, mais selon des observateurs Ford aurait proposé des augmentations de salaire variant entre 1 et 1,5 % par année pour la durée du nouveau contrat, soit trois ans. — PC

11 SEPTEMBRE

SUITE DE LA PAGE 1

«Une nouvelle fois, nous sommes une ville unie par sa douleur», a déclaré le maire Michael Bloomberg. «Nous sommes liés les uns aux autres par notre humanité commune.»

Son prédécesseur, Rudolph Giuliani, salué pour son rôle unificateur après les attentats, s'est adressé aux proches des victimes: «Chacun de vous ici, qui a perdu une sœur ou un frère, doit savoir qu'ils ont contribué à sauver l'âme de notre nation le jour où elle affrontait sa plus grave attaque.»

Bush, qui avait gagné ses galons d'homme d'État après le 11 septembre, mais qui fait face aujourd'hui à de vives critiques pour sa gestion de Katrina, a allumé un cerge à l'Église épiscopale St-John, en mémoire des morts du 11 septembre,

avant d'effectuer son troisième voyage dans les zones touchées par l'ouragan.

«Marche de la liberté»

La «Marche de la liberté» à la mémoire des victimes du 11 septembre 2001 et pour les troupes américaines en Irak, a suscité la controverse.

Le ton était donné dès l'entrée du grand parking jouxtant le Pentagone où les manifestants avaient rendez-vous pour marcher ensuite sur trois kilomètres jusqu'au grand obélisque du centre-ville de la capitale: «Pas de signes et pancartes autorisés.»

Chacun s'est vu remettre un t-shirt en souvenir, que peu ont refusé de porter: «Marche de la Liberté, Le Pentagone, 11 septembre 2005», pouvait-on y lire. Au dos, la liste des 14 commanditaires dont le groupe de défense Lockheed Martin et McDonald's ou

encore le fournisseur d'accès à Internet AOL.

Deux manifestants anti-guerre ont réussi à montrer leur différence, au milieu de cette marée de t-shirts du Pentagone.

Nikolas Shiller, 24 ans, et Angela Giacometti, 29 ans, se sont déguisés en «pro-Pentagone», en enfilant le vêtement. Ils l'ont ensuite retourné. «Soutenez nos troupes et ramenez-les à la maison», pouvait-on lire sur celui d'Angela. «La guerre n'est pas une réponse. Pas de sang pour du pétrole», a écrit Nikolas. Le manifestant affirmait avoir pu s'approcher du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui a pris un long bain de foule, pour lui dire «que cette guerre était illégale».

Un peu après, une femme s'est approchée de Nikolas: «Vous êtes dégoûtant», lui a-t-elle crié, pleine d'émotion et de rage, en lui rappelant que des «soldats meurent pour sa liberté» de parole.

Parmi les parrains de la marche, le chanteur de country Clint Black qui devait se produire à l'issue du défilé. L'une de ses chansons glorifie les troupes qui «se débarrassent de la nourriture, pour la bonne vieille Amérique».

Ce mélange des genres — les victimes du 11 septembre, la guerre en Irak — avait été critiqué le 21 août par le *New York Times*.

«Il est tout à fait respectable que le département de la Défense organise une cérémonie pour les Américains qui ont péri le 11 septembre. Il est également acceptable que l'on rende hommage aux sacrifices que les soldats ont faits en Irak. Mais l'insistance de l'administration Bush à combiner les deux est gênante», avait alors écrit dans un éditorial le journal.

Reuters et l'Agence France-Presse

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux de Le Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

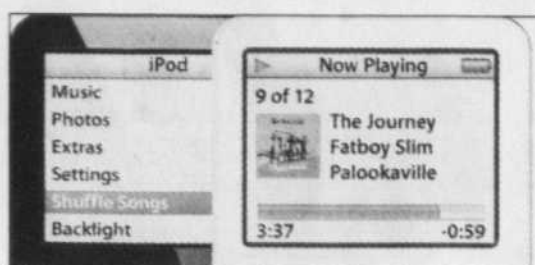
Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

FORMULE UN

Raikkonen l'emporte
Page B 9

CONVERGENCE

Baladeurs numériques: une
popularité qui ne se dément pas
Page B 11CABIER
B

LE MONDE



François Brousseau

Pow-wow
dans la Big Apple

Les yeux se tournent aujourd'hui vers New York, où se tiendra à compter de mercredi le plus grand rassemblement de chefs d'État et de gouvernement de toute l'histoire de l'humanité. Plus de 170 au total, réunis pour ce qu'on espère être davantage qu'une simple «photo-op»...

Au-delà de la dimension mondiale de l'événement, il faudra suivre les fortunes incertaines de cette énième tentative de réforme de l'Organisation des Nations unies, affaiblie, impuissante, accusée, diffamée, inutile monstre bureaucratique selon les uns, indispensable forum, malgré tout, selon les autres...

Sujets à suivre en particulier:

■ La réforme du Conseil de sécurité, dont les principes remontent à 60 ans, et qui paraît déconnecté, dans un monde où les conflits entre États ne représentent plus la menace principale; un monde où émergent de nouvelles forces qui ne se résument pas aux «Cinq Grands» de 1945.

■ Le projet américain de réduire la bureaucratie onusienne, en faisant carrément sauter toute une série de comités existants. Le projet a l'appui (mitigé) du secrétaire général Kofi Annan. Mais il pourrait se trouver bloqué par plusieurs petits pays, pour lesquels il s'agirait d'une perte de pouvoir à l'intérieur de l'organisation.

■ Le projet, cher à Kofi Annan, de ramener au premier plan le vieux objectif des «0,7 % du PIB des pays riches» pour l'aide au développement: un chiffre oublié depuis plusieurs années par la plupart des États nantis.

■ La réforme annoncée de la Commission des droits de l'homme, qui aurait pour effet d'en exclure d'office des pays «mal cotés» de ce point de vue, et en particulier des pays comme Cuba, le Soudan ou le Zimbabwe.

Plus généralement, l'ONU, terriblement malmenée au cours des dernières années, notamment par la déchirure irakienne de 2003, veut redonner vie au fameux «multilatéralisme» qui fonde son action. Et ce, au moment où se trouve, à Washington, une administration dont le credo professe qu'il ne peut exister — hormis Dieu — d'instance qui soit au-dessus de l'exécutif américain.

Si, ne serait-ce que sur un ou deux de ces objectifs, on sent qu'il y aura eu du mouvement à New York, on pourra parler de succès. Mais les sceptiques — et ils ne sont pas seulement américains — affirment que c'est l'inertie qui l'emportera. Car, disent-ils, l'ONU est le théâtre de forces si contradictoires que tout compromis est devenu impossible. À suivre...

Petit retour sur les états d'âme de Colin Powell. L'ex-secrétaire d'État américain se rappelle avec douleur cet épisode du 5 février 2003, lorsque — rappelez-vous, au Conseil de sécurité de l'ONU, juste avant l'invasion de l'Irak — il brandissait une petite fiole censée contenir une poudre de destruction massive, que Saddam Hussein était sur le point de disperser sur nos têtes...

Lamentable cirque théâtral, admet-il aujourd'hui, qui restera comme «une tache» sur sa réputation. Lors d'une apparition à la télévision, M. Powell s'est déclaré «consterné» par le fait que certains responsables des services de renseignement américains aient, selon lui, «su que certaines sources utilisées n'étaient pas fiables, et n'aient rien dit».

Cet aveu est intéressant mais incomplet. Colin Powell soutient toujours, globalement, la thèse fautive — et largement acceptée aux États-Unis — selon laquelle «les services de renseignement ont terriblement failli à leur tâche» dans toute cette histoire. Mais il ajoute, détail nouveau, que «certains savaient»...

Il est aujourd'hui établi que le détournement de vérité dans cette histoire fut bien davantage «politique» que «technique». Car beaucoup de «techniciens» de la CIA la connaissaient trop bien, cette vérité... Le problème, c'est que les pressions venues d'en haut furent trop fortes pour qu'ils puissent la révéler.

On sait aujourd'hui que le vice-président Dick Cheney est allé faire, en 2002, un certain nombre de visites impromptues à Langley, siège de la CIA... Et à ces «techniciens» qui lui disaient: «Nous n'avons rien, Monsieur, sur les armes de Saddam», la réponse implicite du «Patron» (que l'on imagine aisément avec un paletot sombre, un chapeau, et flanqué de «gorilles»), cette réponse était: «Vous comprenez très bien ce que je veux retrouver dans vos rapports; arrangez-vous!»

Des gens (le journaliste Andrew Gilligan de la BBC) ont perdu leur emploi pour avoir énoncé ces simples faits, aujourd'hui avérés. Un homme (le scientifique David Kelly) s'est suicidé, par suite d'énormes pressions dans cette affaire, qui visaient à étouffer la vérité.

La réalité, c'est que, dès la fin 2001, au printemps 2002 au plus tard, on avait décidé à Washington (et, accessoirement, à Londres) d'envahir l'Irak. Absorption faite de ce que Saddam possédait, ou non, les fantomatiques «armes de destruction massive». Mais ce fait, simple et évident pour des millions de non-Américains, reste aujourd'hui une vérité sacrilège aux États-Unis.

Et c'est pourquoi on continue de faire porter le chapeau à la CIA. La CIA qui — une fois n'est pas coutume — apparaît dans cette affaire comme la véritable victime.

François Brousseau est chroniqueur et affectateur responsable de l'information internationale à la radio de Radio-Canada.

Après une occupation de 38 ans

Tsahal quitte Gaza

«Nous partons la tête haute»

Neve Dekalim, bande de Gaza — L'armée israélienne a abaissé hier ses couleurs de la bande de Gaza lors d'une cérémonie militaire marquant le retrait de ses troupes de ce territoire après 38 ans d'occupation.

Près de 200 soldats des unités stationnées dans la bande de Gaza ont pris part à cette cérémonie sur le site de Neve Dekalim, la plus grande des 21 colonies de Gaza, dont les bâtiments ont été rasés ces derniers jours.

Baptisée *Dernière Garde*, l'opération de retrait de l'armée doit s'effectuer parallèlement de tous les secteurs de la bande de Gaza en l'espace d'une douzaine d'heures et s'achever ce matin.

«Le retrait commencera dans les heures qui suivront la cérémonie», a précisé un porte-parole militaire à l'AFP. Il a souligné qu'une cérémonie finale aurait lieu aujourd'hui au point de passage de Kissoufim, dans le sud d'Israël, lorsque les derniers soldats quitteront la bande de Gaza.

«Nous partons la tête haute, c'est le début d'une nouvelle ère, d'une nouvelle réalité, nous espérons que la porte que nous allons emprunter pour partir sera une porte de paix, d'espoir, de bonne volonté et de bon voisinage, mais si un vent mauvais souffle, nous saurons y faire face», a affirmé le général Aviv Kochavi, commandant de la division de Gaza qui présidait la cérémonie.

S'adressant à l'Autorité palestinienne, le chef d'état-major, le général Dan Haloutz a pour sa part affirmé: «Nous n'accepterons pas que vous échappiez à vos responsabilités, nous ne tolérerons pas le terrorisme.» Auparavant, le gouvernement avait décrété à sa majorité la fin de l'administration militaire en vigueur sur le territoire de Gaza depuis sa conquête en 1967. Par cette décision historique, Israël a officiellement mis fin à l'occupation militaire de ce territoire.

Les forces de sécurité palestiniennes doivent ensuite prendre en charge les territoires évacués, tandis que les troupes israéliennes achèveront de se déployer sur leurs nouvelles lignes de défense le long de la bande de Gaza.

Synagogues

Le gouvernement d'Ariel Sharon, réuni hier, a décidé à la majorité que les synagogues des colonies ne seraient pas démolies par Israël, ce qui aurait pu retarder d'au moins 24 heures le retrait de l'armée.

Vingt-quatre des 26 synagogues — deux ayant été démolies — étaient les seuls bâtiments encore debout sur les sites des anciennes colonies.

L'Autorité palestinienne a pour sa part annoncé qu'elle allait raser aujourd'hui ces synagogues, a déclaré à l'AFP Tawfiq Abou Khoussa, porte-parole du ministère de l'Intérieur (lire nos informations en page B 10).

Lors de la cérémonie d'adieu à Neve Dekalim, aujourd'hui en ruines, mais il y a encore quelques semaines la plus grande colonie juive de la bande de Gaza, des soldats israéliens ont immortalisé ce moment historique en prenant une dernière photo, tandis que, côté palestinien, des milliers de membres des forces de sécurité, des curieux et des hommes armés observaient la scène à distance,



Soldats israéliens abaissant, hier, le drapeau à l'issue d'une cérémonie marquant la fin de la présence de Tsahal à Gaza.

impatients de reprendre le contrôle de leur territoire après 38 ans de présence militaire et humaine israélienne.

Pour certains Palestiniens, l'occupation ne prendra pas totalement fin avec le récent départ des colonies et celui, imminent, de l'armée. Ils font remarquer qu'Israël continuera à contrôler l'espace aérien de la Bande de Gaza, ses eaux territoriales et

les passages frontaliers. «Même si les Israéliens claquent le contraire, la bande de Gaza restera un territoire palestinien occupé au sens du droit international» a estimé le ministre palestinien Mohammed Dahlan.

Agence France-Presse
Associated Press

Un général dans l'avion

Jérusalem — Un général israélien, ancien commandant de la bande de Gaza, n'est pas descendu de l'avion dans lequel il avait atterri à Londres de crainte d'être arrêté, a rapporté hier la deuxième chaîne de télévision israélienne.

Le général Doron Almog se trouvait dans un avion de la compagnie aérienne israélienne El Al. Pendant le vol qui l'amena à Londres, il a reçu des informations selon lesquelles une organisation pro-palestinienne britannique avait déposé une plainte contre

lui pour «crimes de guerre» à l'encontre de Palestiniens. Pour éviter d'être arrêté, le général a choisi de rester dans l'avion et de repartir avec le même appareil pour Israël, a ajouté la télévision.

En 2002, l'Association des musulmans des Grandes-Bretagnes avait déjà menacé de poursuivre le chef d'état-major de l'époque, le général Shaoul Mofaz, actuel ministre de la Défense, a ajouté la télévision.

Agence France-Presse

Le chaos politique palestinien

DIDIER FRANÇOIS

Gaza — Désormais seule responsable du maintien de l'ordre dans l'ensemble de la bande de Gaza, l'Autorité palestinienne se trouve face à un immense défi. Après cinq ans d'une révolte vite transformée en conflit de basse intensité, la direction nationaliste a définitivement perdu le monopole de la force armée. Les groupes combattants de toutes obédiences — désormais mieux équipés que les services de sécurité et plus aguerris que des policiers à la motivation érodée par de fréquents retards dans le paiement de leurs salaires — tiennent le haut du pavé. Les appels de président Mahmoud Abbas à la délimitation restent purement incantatoires. Le nouveau président palestinien n'a ni le charisme ni la légitimité historique de son prédécesseur pour s'imposer aux partisans de la résistance à outrance. «Yasser Arafat était le seul à pouvoir contrôler toutes ces factions», estime un général en retraite, très longtemps responsable d'un des appareils de sécurité à Gaza. «Bien sûr, il fermait parfois les yeux sur certaines de leurs opérations. Mais il leur donnait directement ses ordres, sans intermédiaire. Le marionnettiste est mort, et ses poupées se prennent à croire qu'elles peuvent remplacer le chef. Même le plus petit des commandants considère aujourd'hui qu'il est en droit de parler au nom du peuple.»

La semaine passée, les trois principaux mouvements clandestins issus du Fatah, le parti de Mahmoud Abbas, ont publié un communiqué conjoint sonnait comme un avertissement au président de l'Autorité palestinienne.

La veille, son ministre de l'Intérieur, Nasser Yousef, affirmait que seules les forces de sécurité seraient en droit de porter des armes après l'évacuation. «Les armes de la résistance sont légitimes, ont immédiatement menacé les Brigades Al-Aqsa, les Faucons du Fatah et la Brigade Abou Rich. Cela ne tolère aucune discussion tant que l'occupation continue.

Nous ne permettrons à personne de gâcher notre joie après cette victoire. Nous ne renoncerons pas à nos armes, quel qu'en soit le prix.» Car le parti nationaliste reste profondément divisé sur l'analyse des raisons du retrait. «Israël n'a pas été défait militairement, reconnaît le général, qui tient à conserver l'anonymat. Mais la résistance pense que ce sont ses opérations qui ont libéré Gaza. Or, j'ai honte de devoir le dire, la plupart de ses cadres sont des officiers des services de sécurité de l'Autorité palestinienne. Et ils estiment qu'ils doivent prendre le pouvoir pour continuer le combat.»

«Nous ne renoncerons pas à nos armes, quel qu'en soit le prix.»

Les tensions internes sont telles que plane désormais sur Gaza le spectre d'un conflit fratricide. «Nous voyons aujourd'hui que les groupes armés sont prêts à utiliser leurs armes contre des Palestiniens, constate, avec amertume, l'officier en retraite. Personne ne pense plus à la nation.»

L'assassinat brutal de Moussa Arafat, ancien patron des Renseignements militaires, montre l'audace, le savoir-faire et l'impunité des factions. L'assaut monté contre la résidence de la victime a duré près d'une heure, dans le quartier des dignitaires de l'Autorité, sans que les forces de sécurité aient tenté d'intervenir. La police est notoirement impuissante. Même la redoutable Sécurité préventive n'a pas osé s'opposer au commando. Les cadres de ce service sont pourtant proches de Mohamed Dahlan, considéré comme l'un des derniers hommes forts de Gaza sur lesquels puisse s'appuyer le président de l'Autorité palestinienne.

Embuscade

En revanche, une centaine d'anciens subordonnés de Moussa Arafat, cagoules et lourdement armés, se sont rassemblés à l'issue des obsèques de leur chef, vendredi, pour exiger de Mahmoud Abbas qu'il prenne des mesures radicales et rapides sous peine de rendre justice eux-mêmes. Les officiers des Renseignements militaires accusent du meurtre les hommes de Muntaz Dormush, responsable des Co-

mités de résistance populaire pour la ville de Gaza. Ce mouvement, qui regroupe des combattants nationalistes et islamistes unis par des liens de famille, est né au début de l'Intifada sur des bases régionales. Chacun de ses trois principaux commandants bénéficie d'une large autonomie opérationnelle.

Dans ce climat particulièrement délétère, les dirigeants du mouvement islamiste Hamas attendent en embuscade. Les divisions au sein du Fatah leur ont déjà permis de remporter le dernier scrutin municipal et ils entendent bien doubler la mise à l'occasion des législatives prévues pour le début de l'an prochain. Cette perspective explique en partie la relative retenue dont fait preuve, pour l'heure, leur branche armée.

Les Brigades Ezzedine al-Qassem, sérieusement éreintées par les opérations ciblées de l'armée israélienne au cours des deux dernières années, savent aussi qu'elles auraient beaucoup à perdre d'un assaut frontal contre Tsahal. Son état-major semble donc plutôt préserver ses forces et structurer ses cellules clandestines afin de dissuader l'Autorité palestinienne si, d'aventure, l'envie lui prenait de vouloir mettre au pas le Hamas.

Petite armée. De fait, ces brigades cherchent à se transformer en véritable armée, économisant depuis plusieurs mois leurs munitions. Elles ont acheté des véhicules tout-terrain, repeints en vert, taillés des uniformes pour leurs militants et investi dans un système assez performant de communication.

Leur commandement a même publié, la semaine passée, un organigramme détaillé, avec des biographies de ses principaux cadres militaires. Du jamais vu pour ce mouvement très secret. Mais le Hamas s'emploie surtout à tisser des alliances locales avec les diverses factions armées issues du Fatah. Une autre sorte d'assurance face aux forces de sécurité. Car la guerre des chefs nationalistes reste la meilleure garantie d'un avenir paisible pour les islamistes de Gaza.

Libération

